

Alerte LSD au gouvernement ? Quand Montebourg et Sapin repeignent l'économie en rose (en oubliant de lire les indices PMI en berne)



Alors que les indices PMI annonce une France dans le rouge, le gouvernement s'acharne avec une communication à laquelle plus personne ne croit.

Avec Gilles Saint-Paul

Atlantico : Dans une communication publiée mercredi 21 mai, à l'issue du conseil des ministres, Messieurs Arnaud Montebourg et Michel Sapin déclarent que "la production manufacturière confirme son redressement entamé l'année dernière", alors que les indices PMI du mois de mai indique au contraire une contraction du secteur privé. Les ministres français sont-ils dans un déni de la réalité ?

Gilles Saint-Paul : Ils sont parfaitement au courant de la réalité mais ne peuvent bien entendu tenir un discours défaitiste, surtout à la veille d'une élection. Cette satisfaction affichée n'est qu'un rituel convenu dont personne n'est dupe.

Les ministres précisent que la baisse des emplois salariés créés au premier trimestre 2014 "est intégralement imputable au secteur de l'intérim". Cette analyse est-elle conforme à la réalité selon vous ?

L'emploi marchand ne cesse de baisser depuis la fin de 2011. Il est exact que le gros de la baisse au premier trimestre est imputable à l'intérim. Mais les autres emplois baissent également, quoique très légèrement. Il n'y a pas particulièrement lieu de se réjouir que la baisse soit concentrée sur l'intérim. Cela est sans doute dû au fait que les entreprises font face à une baisse inattendue de leur demande, comme en témoigne d'ailleurs la baisse de la consommation et la hausse des stocks. Si les entreprises révisent leurs prévisions de ventes à la baisse, on devrait s'attendre à des pertes d'emplois marchands supplémentaires au second trimestre.

Dans le même communiqué, les ministres affirment que 200 000 emplois vont être créés dans les trois prochaines années grâce au Pacte de responsabilité. Compte tenu de la morosité ambiante, l'objectif affiché par les ministres vous semble-t-il crédible ?

Cela dépend effectivement du climat des affaires, qui est très morose d'après les dernières données de l'INSEE, mais aussi, comme je l'ai indiqué par ailleurs, des anticipations des entreprises concernant l'évolution future de la fiscalité ainsi que de la capacité du gouvernement à implémenter son programme d'économies. Si les entreprises pensent qu'il n'y parviendra pas ou encore qu'il profitera de manière opportuniste d'une amélioration future de la situation pour augmenter à nouveau les cotisations, alors le pacte de

responsabilité ne fonctionnera pas.

Le cabinet Markit qui publie l'indice PMI pense lui que "à court terme, les perspectives ne sont pas encourageantes" et que "la persistance du malaise économique rend peu probable l'installation d'une reprise véritable au cours des prochains mois." Comment le gouvernement peut-il gérer la contradiction entre sa communication et les faits économiques qui, eux, ne laissent guère d'espoir d'amélioration ?

Les récentes données de l'INSEE concernant le climat des affaires, l'évolution de l'emploi, du PIB, de la consommation et de l'investissement confirment le diagnostic pessimiste du cabinet Markit. Le gouvernement est sur la défensive et bien entendu s'accroche à quelques indicateurs qui ne se comportent pas trop mal pour y puiser des éléments de langage. La croissance est en fait faiblement soutenue par la hausse de la dépense publique, qui n'est pas cohérente avec le programme d'économies du gouvernement, et encore moins soutenable à long terme, et par celle des exportations qui reste fragile à cause de l'euro fort et qui d'ailleurs montre des signes d'essoufflement au premier trimestre 2014. L'évolution négative de l'investissement est préoccupante et si la chute de la consommation se confirme, l'année 2014 risque d'être très décevante.